

Journées sociales du Québec

Normand Breault

Numéro 767, septembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69778ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Breault, N. (2013). Journées sociales du Québec. *Relations*, (767), 5–6.



De gauche à droite : Jacques Létourneau (CSN), Gilles Grondin (MNQ), Daniel Boyer (FTQ), François Saillant (FRAPRU) et Pierre Guillot-Hurtubise, anciens Partenaires pour la souveraineté.
Photo : Emiliano Arpin-Simonetti

différents partis que les membres de divers groupes de la société civile ont un profond désir de mettre ensemble leurs énergies et de redonner à l'action politique son sens plein, soit celui d'une prise en charge collective du devenir commun.

À cet égard, les résolutions adoptées par les congressistes sont de nature à donner des outils à une telle réappropriation citoyenne du projet indépendantiste. Deux propositions, fondées sur le principe de la souveraineté populaire, vont directement en ce sens. Elles sont d'ailleurs en partie issues des discussions qui ont lancé la deuxième phase des États généraux sur la souveraineté du Québec, entamée en avril dernier, signe d'une certaine vitalité de l'engagement citoyen pour l'indépendance en dehors des partis politiques.

La première proposition consistait à réformer le Conseil de la souveraineté du Québec (CSQ) pour en faire un véritable organisme «parapluie» capable de rassembler tous les groupes et individus militant pour l'indépendance, afin de leur redonner l'initiative de la mobilisation et de faire la promotion du projet. Cette proposition s'est entre autres traduite par des changements apportés, peu après le congrès, à la structure décisionnelle du CSQ, dont les partis ont été exclus pour en garantir le statut non partisan et le caractère fédérateur.

La deuxième proposition s'appuie elle aussi sur le principe de la souveraineté populaire, bien que dans une expression moins directe. Les congressistes ont en effet débattu d'une stratégie commune d'accession à l'in-

dépendance qui prendrait acte des échecs passés et, surtout, qui tiendrait compte du pouvoir constituant du peuple québécois. Il s'agirait de faire élire une assemblée constituante, distincte de l'Assemblée nationale, qui serait chargée d'écrire une constitution républicaine pour le Québec. Entérinée par un référendum, cette constitution redonnerait l'initiative au Québec en matière de négociations constitutionnelles avec Ottawa, qui serait alors forcé de négocier de bonne foi, sans quoi le Québec aurait la légitimité de proclamer son indépendance.

Cette démarche ne fait pas l'unanimité, particulièrement au sein des rangs péquistes où plusieurs y voient une source de division. Parce qu'elle s'appuie sur un principe qui dépasse et qui fonde les partis politiques –la souveraineté populaire–, elle constitue néanmoins un terrain d'entente potentiellement intéressant entre le PQ, QS et ON. Un deuxième congrès de la Convergence nationale, qui doit se tenir en 2014, sera d'ailleurs consacré à l'approfondissement de la question des ententes électorales entre les trois partis. Ce sera alors l'occasion de voir s'il est vraiment possible de «faire passer le pays avant les partis», pour reprendre l'un des slogans de la Convergence. ●

Journées sociales du Québec

La 11^e édition du rassemblement bisannuel portait sur le sens à donner aux mobilisations populaires qui secouent le globe depuis la crise de 2008.



NORMAND BREAU

«**C'**est dans ce que les ré-
veils populaires *annon-*
cent que nous saisissons
la portée de leur refus, l'ampleur de la
transformation à opérer et l'appel à la
mobilisation citoyenne qu'ils nous lan-
cent.» C'est en ces mots que la théolo-
gienne Yvonne Bergeron a ouvert les 11^e
Journées sociales du Québec, qui se
tenaient à Rimouski du 24 au 26 mai
dernier. En tout, quelque 230 personnes
en provenance de 25 diocèses ont pris

part aux discussions sur le thème «Ré-
veils populaires : signe des temps».

Tout au long de la fin de semaine, les
nombreuses révoltes populaires qui
ont éclos au cours des dernières an-
nées ont guidé les réflexions. D'abord,
le théologien Guy Côté a présenté une
analyse éclairante du printemps érable,
qu'il situe dans le contexte mondial
des nombreux autres soulèvements : le
printemps arabe, les mouvements *Occu-*
py, les manifestations des Indignés
dans les pays européens, le mouve-
ment autochtone *Idle no more*... Autant

L'auteur est collaborateur
à Relations



de mouvements de protestation initiés et animés par des jeunes, premières victimes des dérives du système, de la crise financière de 2008 et des scandaleux plans de sauvetage financiers de gouvernements plus soucieux d'éviter la faillite des banques que de venir en aide à celles et ceux qui subissaient déjà les conséquences de la crise.

La bibliste Odette Mainville a ensuite plongé dans les messages des prophètes, de Jésus de Nazareth et de saint Paul, pour mieux faire comprendre que c'est notre regard de foi qui nous permet de décoder les signes des temps dans ces événements du monde. La prédication de Jésus, authentifiée par et dans sa résurrection, se résume dans son engagement concret et « militant » en faveur d'une société juste, égalitaire, respectueuse des femmes et des hommes. La présente crise exige que, comme Jésus en son temps, nous disions non à l'injustice constitutive de nos sociétés dominées par un capitalisme sauvage contraire au bien-être de la majorité; que nous disions non, aussi, à l'inégalité entre les femmes et les hommes, notamment au sein de nos propres rangs ecclésiaux, où l'égalité vécue et promue par Jésus il y a 2000 ans est loin d'être un fait accompli.

Se faisant l'écho des mouvements mondiaux de protestation, les jeunes participant à ces Journées sociales ont contribué grandement à la réflexion commune, malgré un public constitué en majorité de têtes blanches. Ariane Collin, de la pastorale sociale de Montréal, a parlé de justice écologique et rappelé le Sommet des peuples de Rio+20; Alfonso Ibarra, engagé dans l'alphabétisation en Outaouais, a lié grèves étudiantes et luttes populaires par leur slogan commun: « On avance, on avance, on ne recule pas. »

Anne Archambault, chef des Malécites de Viger (Cacouna), a par ailleurs rappelé que les membres de son peuple sont réveillés. Avec les autres peuples autochtones, ils luttent toujours pour reprendre la maîtrise de leur

destin tout en exigeant réparation pour les torts subis dans le cadre de la *Loi sur les Indiens* et de la terrible aventure des pensionnats autochtones.

On ne pouvait tenir les Journées sociales dans le Bas-Saint-Laurent sans évoquer les célèbres opérations Dignité des années 1970, réveils populaires unissant « curés et fidèles » dans une opposition têtue au Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec. Le plan technocratique proposé par cet organisme gouvernemental voulait « rationaliser » le territoire en fermant des villages, poussant ainsi à l'exil de nombreuses familles. Avec un enthousiasme communicatif, Marie-Christine Filion-Parent a fait revivre les péripéties de ces luttes. Sœur Marguerite Bélanger, qui y avait pris part, toujours engagée en faveur des laissés-pour-compte de sa région, s'est par ailleurs vu décerner le prix Guy-Paiement remis à chaque édition des Journées sociales pour souligner l'engagement social d'une personnalité.

Les participants ont quitté Rimouski décidés à poursuivre la lutte pour un autre monde possible, convaincus que « le succès ou la portée des récents réveils populaires se trouve d'abord dans la mobilisation elle-même et dans ce qu'elle a fait germer comme imaginaire collectif, comme aspiration à un autrement du monde, de l'agir politique et du vivre-ensemble », comme en témoigne la déclaration finale adoptée par l'assemblée.

Tout au long de la fin de semaine, la présence, parmi les baptisés, des deux évêques de la région de l'Est-du-Québec, a aussi fait espérer à plusieurs d'entre eux que, suivant la mouvance incarnée par le pape François, fortement engagé avec et pour les pauvres, tous les pasteurs du Québec donnent à leur tour priorité à des engagements directement inspirés par les textes d'Isaïe, 58, 6 («...défaire les chaînes injustes») et de Mathieu 25 («J'ai eu faim...»). ●

Vers une Politique nationale en itinérance

Alors que le gouvernement du Québec va de l'avant avec une politique sur l'itinérance, le fédéral fait marche arrière.

PIERRE GAUDREAU

Encore une fois en 2013, l'itinérance est en croissance au Québec. Hommes et femmes d'origines de plus en plus variées, dans un nombre croissant de villes et de régions du Québec, se retrouvent sans toit. L'hiver dernier, les refuges pour hommes ont accueilli, pour une sixième année consécutive, un nombre grandissant de personnes en situa-

tion d'itinérance, offrant plus de 66 000 nuitées pour cette seule saison – une triste augmentation de plus de 4% par rapport à l'année précédente. Les ressources montréalaises d'hébergement pour femmes, quant à elles, sont à pleine capacité durant toute l'année et refusent toujours plus de personnes faute de place.

Toutefois, la réponse gouvernementale à cette situation a changé. Le 31 octobre 2012, dans son discours

L'auteur est coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)